



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Justice

**Réponse de Madame la Ministre de la Justice Elisabeth Margue à la question  
parlementaire n°1056 du 23 juillet 2024 de Monsieur le Député David Wagner et de  
Monsieur le Député Marc Baum**

La question parlementaire n°1056 concerne l'exécution des décisions de déguerpissement depuis le 1<sup>er</sup> avril 2023.

**1) Combien de procédures pour demander l'autorisation du juge de paix de pouvoir faire expulser une personne sont actuellement en cours ?**

Justice de paix Luxembourg	Justice de paix Esch-sur-Alzette	Justice de paix Diekirch
309	235	56

Les chiffres indiqués incluent les procédures pendantes à un déguerpissement des locataires/occupants.

**2) Combien de procédures pour demander l'autorisation du juge de paix de pouvoir faire expulser une personne ont été traitées depuis le 1 avril 2023 ?**

Justice de paix Luxembourg	Justice de paix Esch-sur-Alzette	Justice de paix Diekirch
440	212	Pas de statistiques disponibles

**3) Combien de ces demandes ont été accordées ?**

Justice de paix Luxembourg	Justice de paix Esch-sur-Alzette	Justice de paix Diekirch
376	184	75

Il est précisé que ce nombre inclut les procédures pendantes à un déguerpissement des locataires/occupants.



**4) Combien d'expulsions autorisées par le juge de paix ont été exécutées depuis le 1 avril 2023 ?**

Pendant la période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 16 août 2024, 327 déguerpissements autorisés par le juge de paix ont été exécutés par les huissiers de justice, dont 262 dans l'arrondissement de Luxembourg et 65 dans l'arrondissement de Diekirch.

**5) Dans combien de cas depuis le 1 avril 2023 le juge de paix a-t-il accordé un sursis à l'exécution de la décision ?**

Justice de paix Luxembourg	Justice de paix Esch-sur-Alzette	Justice de paix Diekirch
18	12	8

Dans un souci de transparence, le Ministère de la Justice publie annuellement les chiffres relatifs aux « décisions de sursis » dans son Rapport d'activité (voir Partie III - Rapport d'activité des juridictions judiciaires et des parquets).

Luxembourg, le 26 septembre 2024.

La Ministre de la Justice

(s.) Elisabeth Margue